

## Le Medef refuse que les entreprises payent l'addition

« Le Medef fait planer la menace d'une grande "mobilisation patronale" en cas de hausse d'impôt, » titre **Les Echos** qui revient sur les propos du **président du Medef** dans les pages du **Parisien** ce week-end, contre des hausses d'impôt pour les entreprises. Il propose à ses homologues patronaux et syndicaux de lancer des négociations sociales autonomes. « On ne descendra pas dans la rue », précise-t-il, évoquant des « meetings » avec « des milliers de chefs d'entreprise de tout profil », pour « bien signifier que nous refusons d'être la variable d'ajustement de politiques qui nous paraissent contraires à la bonne marche de l'économie et à l'intérêt du pays ».

A l'image de ce qu'avait fait le Medef contre les 35 heures il y a vingt-cinq ans, ou en 2014, à Paris et Toulouse, sur le thème « Libérez nos entreprises ». Alors que l'instauration d'une imposition spécifique des plus riches est sur la table, **le président du Medef** réaffirme son hostilité à la taxe Zucman, qui inquiète particulièrement les entrepreneurs de la French Tech. Pour lui, il « est hors de question d'aller plus loin ». Sauf sur un point : les mesures contre la suroptimisation fiscale.

Alors que l'idée d'une relance du conclave sur les retraites qui a échoué en juin a circulé, **Patrick Martin** confirme qu'il n'en est pas question : « la messe est dite », affirme-t-il. S'il en renvoie la responsabilité à la CFDT, il enterre donc lui aussi, de fait, la réouverture de négociations sur les retraites mais pas du dialogue entre les partenaires sociaux. Une manière d'avertir le nouveau Premier ministre **Sébastien Lecornu** qu'il lui faudra compter avec les partenaires sociaux, échaudés par les promesses non tenues de François Bayrou. (Les Echos, p.2)

« **La menace d'une 'grande mobilisation patronale'**, titre Le Parisien Dimanche, en Une et sur une double page. Dans un entretien, **Patrick Martin** refuse toute hausse d'impôts et torpille les propositions budgétaires des socialistes. Il attend de **Sébastien Lecornu** « de la visibilité et de la stabilité. Mais aussi que le budget 2026 soit en soutien de l'activité économique », expliquant être « extrêmement attentifs aux mesures qui pourraient être prises dans ce budget sur la fiscalité des entreprises et des investisseurs ». Considérée comme un « frein terrible à l'investissement et à la prise de risque pour les entreprises », la taxe Zucman « intègre l'outil de travail dans le calcul du patrimoine ». Interrogé sur un potentiel effort sur le budget, Patrick Martin rappelle que « les entreprises françaises sont déjà les plus imposées parmi les pays de l'OCDE, déduction faite des aides qu'elles reçoivent ». « Il est hors de question d'aller plus loin : les entreprises ne peuvent pas supporter de nouveaux impôts ou des hausses d'impôts supplémentaires, au risque d'une « grande mobilisation patronale » : « On réunira massivement, comme ce fut le cas par le passé, sous forme de meeting, des milliers de chefs d'entreprise... pour bien signifier que nous refusons d'être la variable d'ajustement de politiques ». Le

président du Medef souligne que les économies sont à réaliser « dans le fonctionnement de la sphère publique ». (Le Parisien Dimanche, p.1, 2)